

CONTRIBUTION GPC2E ATELIER ROLE ACTIF ET INCITATIF

Manquements liés à l'horodatage du RAI

- Rédiger et mettre à la disposition des demandeurs un guide traduisant ce qu'est un horodatage fiable au sens du décret n°2011-434 du 20 avril 2011.

Valeur financière du RAI non déterminée

- Comme dans le chapitre 3.3, imposer dans les chapitres 3.1, 3.2 et 3.4, lorsque la contribution est financière et n'est pas assortie d'une formule de révision, que le montant de cette contribution soit indiquée dans la mention rédigée sur le document portant le RAI.

Montant de la contribution allant au bénéficiaire

- Sur la totalité de la contribution du demandeur (sous quelle que forme que ce soit), imposer un pourcentage minimum revenant au bénéficiaire.

Rôle actif et incitatif basé sur le conseil

- Imposer dans les textes règlementaires que le demandeur stocke des documents tendant à prouver que le conseil a été incitatif et est allé au-delà de la mission classique des professionnels.

Nous sommes d'accord sur les caractéristiques de ce conseil évoquées sur le document du retour d'expérience, à savoir que ce conseil doit :

- Etre personnalisé : état de l'existant, géographie, nature des travaux possibles...,
- Démontrer un intérêt pour le bénéficiaire, l'intérêt pour le bénéficiaire pouvant être :
 - économique : rentabilité de l'investissement, gain sur facture énergétique...
 - fonctionnel : remplacement de matériel vétuste...
 - un gain en termes de confort : température ressentie, confort visuel, acoustique...
 - une amélioration de l'utilité sociale : haute performance environnementale de la solution retenue, réduction de nuisances envers le voisinage...

Antériorité du rôle actif et incitatif

- Ne plus autoriser la mention par autocollant
- Imposer au demandeur de stocker le document de contractualisation prouvant la date d'engagement.
- Les contrats avec une date raturée ne seront pas considérées comme valides au sens du rôle actif et incitatif.
- Imposer dans le chapitre 3.3 une preuve électronique irréfutable ou preuve du dépôt du courrier (recommandé) que le document portant le RAI a été transmis au bénéficiaire avant la date d'engagement de l'action

Rôle actif et incitatif et doublons

- Définir et imposer à tous les demandeurs et leurs partenaires et mandants une mention à apposer obligatoirement sur le document portant le rôle actif et incitatif (et donc ne plus imposer uniquement la raison sociale du demandeur, les mots « certificats d'économies d'énergie » et la nature précise de la contribution). Ceci d'autant plus quand le RAI est indirect via un partenaire du demandeur (chapitres 3.1 et 3.4 de l'arrêté du 4 septembre)

Versement de la contribution au bénéficiaire

- Imposer au demandeur de verser 100% de la contribution promise au bénéficiaire sous peine de se voir retirer les CEE. Ceci sous réserve du respect par le bénéficiaire et le partenaire du demandeur de leurs engagements contractuel et des potentielles clauses suspensives pouvant conditionner le versement de la prime.